

**MARCHÉS PUBLICS DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA
COMMUNICATION**

**ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS D'ÉTUDE, DE
DÉVELOPPEMENT, DE MAINTENANCE ET DE RÉVERSIBILITÉ DE
CES PRESTATIONS POUR LA GÉOPLATEFORME**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

GBM N° 25056

Marché public n°
(renseigné par l'acheteur)

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat général
Service des achats et des marchés
Département des marchés
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé CEDEX

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 2.	ÉTENDUE DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4.	PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	6
ARTICLE 5.	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 6.	DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	6
ARTICLE 7.	SOUS-TRAITANCE	6
ARTICLE 8.	NATURE DES ENGAGEMENTS	7
	<i>Principes fondamentaux.....</i>	7
	<i>Engagement de résultat.....</i>	7
	<i>Obligation de transparence.....</i>	7
	<i>Transparence dans les offres techniques et financières.....</i>	7
ARTICLE 9.	DÉTERMINATION DES PRIX	8
	<i>Dispositions générales</i>	8
	<i>Prix de règlement.....</i>	8
	<i>Modalités de révision des prix de l'accord-cadre.....</i>	8
ARTICLE 10.	AVANCE	9
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	9
	<i>Consultation.....</i>	9
	<i>Offre</i>	9
	<i>Mode de transmission</i>	10
	<i>Critères d'attribution des marchés subséquents</i>	10
ARTICLE 12.	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	11
	<i>Vérification d'aptitude (VA).....</i>	11
	<i>Vérification de service régulier (VSR).....</i>	12
ARTICLE 13.	GARANTIE	12
ARTICLE 14.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	13
	<i>Échéancier de paiement</i>	13
	<i>Facturation.....</i>	13
	<i>Délai de paiement</i>	14
ARTICLE 15.	PÉNALITÉS	14
	<i>Pénalités de retard des prestations de développement et d'étude.....</i>	14
	<i>Pénalités de retard des prestations de maintenance</i>	15
	<i>Pénalités de retard dans le traitement des non-conformités (Cf. EX-PIL-11).....</i>	15
ARTICLE 16.	RÉVERSIBILITÉ	16
	<i>Portée, dispositif</i>	16

<i>Disponibilité des composants immatériels</i>	16
ARTICLE 17. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	17
<i>Application du Chapitre 7 du CCAG-TIC</i>	17
<i>Finalités et besoins d'utilisation des résultats</i>	17
<i>Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique</i>	17
<i>Droits du Titulaire</i>	18
<i>Garanties des droits</i>	18
ARTICLE 18. ÉVOLUTION DES PRESTATIONS.....	19
<i>Évolution du catalogue d'unités d'œuvre</i>	19
ARTICLE 19. DEVOIR DE CONSEIL.....	19
ARTICLE 20. CONFIDENTIALITÉ	19
<i>Confidentialité des informations</i>	19
<i>Non-divulgence des données</i>	20
ARTICLE 21. LANGUE DE L'ACCORD-CADRE	20
ARTICLE 22. LOCALISATION DES PRESTATIONS.....	21
ARTICLE 23. NORMES	21
ARTICLE 24. TIERS DE CONFIANCE	21
ARTICLE 25. AUDITS	21
<i>Audits par l'IGN</i>	21
ARTICLE 26. REPRISE DE DÉVELOPPEMENTS PAR DES TIERS	22
ARTICLE 27. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS	22
ARTICLE 28. LITIGES	23
ARTICLE 29. DEROGATIONS AU CCAG-TIC	23

Historique des modifications

Version	Date	Commentaires
V1	12/09/2025	Version publiée

ARTICLE 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre concerne l'ensemble des prestations d'étude, de développement, de maintenance et de réversibilité de ces prestations portant sur :

- Des traitements dans la Géoplateforme de données géographiques permettant d'effectuer toute intégration dans la Géoplateforme, tout calcul, toute transformation ou toute représentation cartographique sur ces données ;
- L'adaptation de bibliothèques de développement permettant ces traitements ;
- Des services applicatifs de traitement, de diffusion et de partage de données géographiques sous forme d'API de la Géoplateforme ;
- Les interfaces graphiques d'administration de ces services ;
- Des plugins SIG de traitement, de diffusion et de partage de données géographiques.

ARTICLE 2. ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

L'accord-cadre est attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offre ouvert.

L'accord-cadre est multi-attributaire et s'exécute au moyen de marchés subséquents.

Il est conclu avec **quatre (4) opérateurs économiques maximum** (sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres).

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum est fixé à **6 000 000 € HT** pour la durée totale de l'accord-cadre.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'information et de la communication (arrêté du 30 mars 2021) ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance ;
- Le cas échéant, les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs, ou au dos des factures, ou sur tout autre document, et contraire aux documents contractuels indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 4. PIÈCES CONSTITUTIVES DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les marchés subséquents sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) du marché subséquent ;
- L'offre technique et financière du titulaire ;
- Le cas échéant, toute autre pièce réclamée lors de la consultation ;
- Le cas échéant, les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

ARTICLE 5. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de deux (2) ans à compter de la date de sa notification. Il sera ensuite reconductible tacitement, à la date anniversaire de la notification pour deux périodes complémentaires d'un (1) an chacune.

En cas de non reconduction, la décision est notifiée au titulaire au plus tard trois mois avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

ARTICLE 6. DURÉE DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les marchés subséquents peuvent être conclus jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

Chaque marché subséquent fixe sa propre durée et ses propres délais d'exécution.

L'exécution des derniers marchés subséquents ne pourra se poursuivre au-delà d'un délai de six (6) mois au-delà du terme de l'accord-cadre.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution partielle de son marché à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'acheteur public. Cet acte spécial peut être présenté sur le formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance.

ARTICLE 8. NATURE DES ENGAGEMENTS

Principes fondamentaux

L'accord-cadre :

- Est conclu sur la base de l'engagement de résultat du titulaire ;
- Comporte l'obligation de transparence sur les moyens techniques et humains alloués, et sur les travaux menés, sans que le niveau de moyens prévu soit opposable à l'IGN.

Engagement de résultat

Les besoins de l'IGN, les résultats et prestations attendus, ainsi que les délais maximaux d'exécution et de livraison, sont spécifiés par l'IGN à chaque marché subséquent. Cela prendra la forme d'un Cahier des charges (CCP).

Le niveau de qualité de ces résultats et prestations doit être conforme :

- Aux engagements de qualité figurant au présent CCAP, ainsi que dans le CCTP à la thématique Qualité ;
- Et aux dispositions spécifiées dans le CCTP en entrée de la commande, et plus particulièrement dans les thématiques du CCP concerné par les prestations.

Obligation de transparence

De manière générale, le titulaire respecte une totale transparence, avant (offre technique et financière), pendant (exécution) et après (bilan) chaque prestation, sur :

- Les moyens matériels et humains affectés aux travaux nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Le déroulement et l'avancement de ces travaux.

Transparence dans les offres techniques et financières

Le titulaire indique de manière détaillée pour chaque marché subséquent :

- Sa vision des travaux et étapes nécessaires à l'atteinte des résultats demandés ;
- La décomposition des moyens matériels et humains qu'il entend mobiliser à chaque étape de ces travaux ;
- La décomposition des coûts correspondants, conforme au catalogue d'UOs ;
- L'impact financier et calendaire sur les autres réalisations.

Ces éléments, sont nécessaires à une première appréciation par l'IGN de la compréhension du besoin et du réalisme de l'offre.

ARTICLE 9. DÉTERMINATION DES PRIX

Dispositions générales

La monnaie de référence est l'euro.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur.

Le prix des prestations est réputé inclure la totalité des coûts nécessaires à la bonne fin des prestations et à l'atteinte des résultats fixés, y compris les coûts :

- Des travaux et activités du titulaire et de ses sous-traitants éventuels ;
- De licence, de progiciels, de concession de droits d'utilisation, outils et utilitaires logiciels divers ;
- D'acquisition et/ou d'accès à la documentation et aux fiches techniques des fournitures ;
- De cession des droits de propriété intellectuelle (sous réserve des dispositions sur le régime des connaissances antérieures et des droits spécifiques concernant les logiciels libres et les logiciels propriétaires) ;
- De montée et maintien en compétence des équipes du titulaire et de ses sous-traitants éventuels ;
- De formation des personnels de l'IGN à l'utilisation normale et avancée de la solution informatique (mise à jour des bases de données et de métadonnées...).

Le prix est également réputé comprendre :

- Toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- Tous les coûts d'impression et de reproduction de documents ;
- Toutes les charges d'assurance ;
- Les coûts de déplacement.

Prix de règlement

Les prix de l'accord-cadre (unités d'œuvre) sont des prix plafonds, qui ne peuvent être dépassés lors de la mise en concurrence des marchés subséquents. Ils sont révisables annuellement à la date anniversaire de la notification.

Chaque marché subséquent détermine si ses prix sont fermes ou révisables.

Modalités de révision des prix de l'accord-cadre

La formule de révision des prix est la suivante : $P = P_o \times (S/S_o)$

Dans laquelle :

- P : prix révisé
- P_o : prix initial à la date de remise de l'offre
- S : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision
- S_o : dernier indice SYNTEC publié à la date de remise de l'offre

ARTICLE 10. AVANCE

Pour tout marché subséquent dont le montant initial est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance égale à 5 % du montant initial peut être versée.

Le titulaire précise, dans l'acte d'engagement, s'il souhaite bénéficier de cette avance.

Elle est payée dans un délai maximum de 30 jours à compter de la notification du marché subséquent.

L'avance est remboursée par précompte sur les sommes dues au titulaire dans les conditions fixées aux articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11. MODALITÉS DE PASSATION DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Consultation

Chaque marché subséquent fait l'objet d'une mise en concurrence.

À chaque mise en concurrence, l'acheteur fixe les caractéristiques du marché subséquent (spécifications techniques, modalités de remise de l'offre...).

Chaque titulaire est tenu de remettre une offre. Toute absence de remise d'offre doit être justifiée. Il peut également résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire à la suite d'une mise en demeure restée infructueuse.

La consultation se traduit par l'émission par l'IGN :

- D'un cahier des clauses particulières (CCP) indiquant les besoins de l'IGN, les résultats et prestations attendus, les délais maximaux d'exécution et de livraison, les exigences particulières, etc. ;
- D'une lettre de consultation mentionnant les modalités pratiques de consultation : date limite de remise de l'offre, éléments et pièces attendus dans l'offre, critères de sélection, etc. ;
- D'un plan de réponse éventuel.

Les besoins sont exprimés par l'IGN en termes fonctionnels, i.e. sans présumer de la solution technique ni des matériels éventuellement nécessaires.

Offre

Toute offre émise en vue de l'attribution d'un marché subséquent doit comporter :

- Une offre technique ;
- Une offre financière ;
- Les pièces complémentaires éventuellement demandées par l'IGN.

L'offre technique récapitule a minima :

- La compréhension du besoin ;
- La solution et implémentation proposée ;
- Le planning de mise en œuvre, dates de livraison ;

- Le responsable, et l'équipe identifiée pour répondre au besoin ;
- Les modalités pratiques d'exécution ;
- Les livrables ;
- Les impacts sur l'infrastructure existante : identification des besoins en ressources informatiques pour le déploiement, adaptation des outils existants ;
- Les licences utilisées ;
- Les coûts estimatifs de TMA en cas de développement.

L'offre financière prend pour référence les prix plafonds dans le catalogue d'unités d'œuvre en vigueur (version la plus récente validée par l'IGN).

La durée de validité de l'offre finale est au minimum de six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres. Le candidat peut indiquer une durée de validité plus longue.

Mode de transmission

Les transmissions de documents relatives aux marchés subséquents (lettre de consultation, envoi du cahier des charges, offre, etc.) suivront une modalité simplifiée.

Cette modalité sera fixée par l'IGN, elle sera choisie de sorte d'assurer la traçabilité des dates et du contenu des échanges :

- Transmission par messagerie électronique et/ou par la plateforme d'achat de l'IGN ;
- Accusé de réception systématique par le titulaire, par messagerie électronique, indiquant expressément la bonne réception (les accusés de réception automatiques ne seront pas pris en compte).

Critères d'attribution des marchés subséquents

L'offre est analysée par l'IGN en prenant en compte tout ou partie des éléments ci-après :

- Adéquation de l'offre aux exigences du cahier des charges ;
- Excellence en regard de l'état de l'art, sur les technologies considérées ;
- Cohérence de la solution proposée avec l'existant du projet concerné ;
- Experts proposés ;
- Capacité estimée à servir les prestations dans les délais prescrits ;
- Prix de l'offre ;
- Délai d'exécution ;
- Niveau de qualité.

Les critères choisis et leur pondération sont précisés dans la lettre de consultation propre à chaque marché subséquent.

ARTICLE 12. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les livrables font l'objet d'opérations de vérification.

Ces opérations ont pour objet de permettre à l'IGN de contrôler notamment que le titulaire a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge conformément aux dispositions contractuelles.

La livraison pourra tenir compte des itérations prévues par la méthodologie de développement utilisée (découpage de la prestation en « blocs » eux-mêmes constitués de « sprints » dans le cas de la méthode Agile, par exemple).

Vérification d'aptitude (VA)

Après l'acceptation d'une livraison applicative du titulaire, l'IGN procède à la phase de recette et de qualification en vue de prononcer la vérification d'aptitude (VA) de la version.

Pour cela, l'IGN peut procéder à des tests complémentaires aux tests d'acceptabilité réalisés. L'IGN fixe librement les participants, le contenu et la durée de ces tests, selon ses objectifs de date d'ouverture au public.

Le titulaire apporte son concours au bon déroulement de cette phase.

Tout retard imputable au titulaire – tels que livrables incomplets ou manquants, retards de livraison, nombre d'incidents rencontrés dans les livrables et prestations du titulaire, nature de ces incidents... - est susceptible de prolonger la durée de la phase de recette et de qualification.

La vérification d'aptitude (VA) par l'IGN consiste notamment en :

- Une revue et validation des spécifications finalisées ;
- Une recette fonctionnelle des composants livrés ;
- Une qualification de la solution livrée ;
- Des tests métier complémentaires aux tests réalisés préalablement par le titulaire lors de phase d'acceptation de la version.

Pendant toute la durée des étapes de vérification d'aptitude (VA), le titulaire assure l'analyse et la correction des incidents signalés.

Sauf indication contraire dans les marchés subséquents, le délai par défaut de la phase de VA est de trente jours.

Au terme de ces tests de la version, l'IGN prononce la vérification d'aptitude de la version : soit positive, soit négative.

La vérification d'aptitude n'est pas prononcée lorsque :

- Soit au moins une anomalie bloquante est encore présente ;
- Soit le nombre et l'impact des anomalies majeures et mineures le justifient.

Si la vérification d'aptitude est négative, l'IGN prend une décision d'ajournement ou de rejet dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG-TIC.

Vérification de service régulier (VSR)

Toute version applicative ou technique donne lieu à une vérification de service régulier (VSR), visant à contrôler le fonctionnement du système en conditions nominales d'exploitation.

La période de VSR est postérieure à la date de mise en production. Elle commence :

- Le jour de l'ouverture au public des fonctionnalités de la version ;
- Le jour du prononcé positif de vérification d'aptitude, dans le cas particulier où celui-ci prend place après la date d'ouverture.

Sauf indication contraire dans les marchés subséquents, la VSR dure au minimum trois (3) mois, par dérogation au CCAG-TIC (article 33.2.2).

Pendant toute la durée de la VSR, le titulaire assure l'analyse et la correction des incidents signalés.

À l'issue de la période de VSR, l'IGN prononce la vérification de service régulier de la version : soit positive, soit négative.

La vérification de service régulier, n'est pas prononcée lorsque :

- Soit au moins une anomalie bloquante est encore présente ;
- Soit le nombre et l'impact des anomalies majeures et mineures le justifient.

Si la VSR est négative, l'IGN prend une décision d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG-TIC.

La vérification de service régulier positive entraîne l'admission des prestations.

Aucune recette ou validation ne peut faire l'objet d'un accord tacite de l'IGN.

ARTICLE 13. GARANTIE

Dans le cadre des développements, la garantie des livrables applicatifs concernés prend effet à la date de prononcé de VSR positive. Cette durée ne saurait être inférieure à un an.

Sans préjudice de la garantie des vices cachés, la garantie couvre la livraison dans sa totalité, y compris ses composants logiciels et documentaires, pendant la durée que le titulaire précise dans son offre.

Le titulaire prend à sa charge, au titre de la garantie :

- L'intégralité des réserves non-closes à la date d'ouverture de la version au public, y compris les réserves du prononcé de VSR, ;
- Le cas échéant, la finalisation des fonctionnalités et livrables incomplets ou inachevés à cette date ;
- Les anomalies et non-conformités de toute nature décelée pendant la période de garantie ;
- Le respect du délai de traitement des anomalies.

En conséquence, en période de garantie, l'unité d'œuvre de tierce maintenance applicative corrective ne sera pas commandée, puisqu'elle ferait double emploi avec l'engagement pris au titre de cette garantie.

ARTICLE 14. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Échéancier de paiement

Par défaut, l'échéancier de paiement des prestations qui se concrétisent par une mise en production est le suivant :

- 30 % à la livraison ;
- 30 % à la VA ;
- Solde à la VSR.

La livraison pourra tenir compte des itérations de la méthodologie de développement. Une granularité plus fine des paiements pourra être définie dans chaque marché subséquent.

Pour les prestations qui se concrétisent par la livraison d'un document : 100 % à la l'acceptation du document.

Pour les prestations sur UOs forfaitaires (maintenance) : paiement mensuel à terme échu.

Facturation

Les factures sont émises par le titulaire aux échéances et conditions précisées par l'échéancier de paiement.

Les factures doivent porter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Les coordonnées bancaires ou postales du titulaire ;
- La référence du marché subséquent ;
- Le détail des prestations exécutées et/ou la période d'exécution ;
- Le montant hors taxes ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total toutes taxes comprises ;
- Les numéros de TVA intracommunautaire du titulaire et de l'IGN (FR 18180067019).

Les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sont :

- Le numéro SIRET de l'IGN : 18006701900430 ;
- Le numéro d'engagement transmis par l'IGN.

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

L'IGN n'utilise pas de numéro service exécutant dans Chorus Pro.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent comptable de l'IGN. Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable :

- Tél. : 01 43 98 83 11
- Courriel : service.facturier@ign.fr

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession de créances des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

Délai de paiement

Les paiements s'effectuent par virement administratif dans un délai global maximal de trente jours à compter de la réception de la facture ou de la constatation du service fait des prestations si elle intervient après.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

S'ajoute systématiquement à ces intérêts, une indemnité forfaitaire de 40 €.

ARTICLE 15. PÉNALITÉS

Pénalités de retard des prestations de développement et d'étude

En cas de retard sur la réalisation d'un développement ou d'une étude, des pénalités pourront être appliquées.

Ce retard est calculé en mesurant l'écart en jours calendaires entre la date de livraison effective du développement ayant permis d'aboutir à des tests d'acceptabilité positifs, ou la date de livraison de l'étude, et la date contractuelle de livraison du développement ou de l'étude telle que fournie dans la proposition du titulaire.

Si l'écart est positif, les pénalités de retard sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité

Cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable. Ce montant est obtenu par sommation des unités d'œuvre concernées (UO-DEV-01 et UO-DEV-02, UO-TEDE-01, UO-TEDE-02 et UO-TEDE-03).

- R = nombre de jours calendaires de retard

Pénalités de retard des prestations de maintenance

Les correctifs des anomalies susceptibles d'affecter le système d'information dans le paysage système de production, quel que soit l'environnement sur lequel ils ont été décelés ou reproduits, doivent être livrés par le titulaire dans le respect des délais maxima du tableau suivant.

Nature, sévérité	Délai maximal de livraison du correctif
Incident bloquant	2 jours ouvrés
Incident majeur	10 jours ouvrés
Incident mineur	6 semaines (30 jours ouvrés)

Le délai est calculé en mesurant l'écart en jours entre la date de signalement de l'événement et la date de clôture de l'événement (sous réserve que la solution proposée par le titulaire soit validée par l'IGN) en ne comptabilisant que les jours ouvrés.

Les pénalités de retard pour non-respect de ces délais sont calculées selon la formule suivante :

$$P = V * R / 30$$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = forfait mensuel de maintenance corrective obtenu par sommation du montant de l'unité d'œuvre UO-TMA-02 pour l'ensemble des composants sur un mois
- R = nombre de jours ouvrés de retard

Pénalités de retard dans le traitement des non-conformités (Cf. EX-PIL-11)

Chaque fois que l'IGN constatera l'inexécution totale ou partielle de certaines prestations, l'IGN pourra créer une non-conformité.

Le traitement de ces non-conformités doit être réalisé par le titulaire selon le processus suivant : au plus un jour après la création de la non-conformité par l'IGN, le titulaire :

- Propose un plan d'action de mise en conformité (PAMC), soumis à validation de l'IGN, visant à rétablir le respect des exigences en écart de conformité ;
- Met en œuvre ce plan, sous une durée définie ci-dessous (pour les thèmes faisant l'objet d'une pénalité) ou d'un commun accord pour les autres thèmes au moment de sa validation par l'IGN ;
- Produit et livre un rapport d'exécution.

Le traitement de ces non-conformités doit être réalisé par le titulaire dans le respect des délais maxima du tableau suivant :

Nature de la conformité	Délai de clôture du PAMC (soumis à pénalités) (exprimé en nombre de mois)
Autre thème Activités concernées : toutes les activités	Fixé d'un commun accord entre IGN et le Titulaire En cas de désaccord, la valeur par défaut est fixée à 2

Les pénalités de retard pour non-respect du délai de clôture du PAMC (voir tableau ci-dessus) sont calculées selon la formule suivante :

$$P = V * R / 30$$

Dans laquelle :

- P = montant de la pénalité
- V = montant de la partie développement de la prestation auditée
- R = nombre de jours calendaires de retard dans la réalisation du plan d'action calculé avec la formule suivante :
 - R = (écart entre Dc-Ds exprimé en jours arrondi à la valeur inférieure) - 30 * D

Dans laquelle :

- Ds = date de signalement de la non-conformité
- Dc = date de clôture de la non-conformité qui correspond à la date de clôture du PAMC suite à sa mise en œuvre effective par le titulaire et validation par l'IGN
- D = Délai de clôture du PAMC exprimé en mois (voir tableau ci-dessus)

ARTICLE 16. RÉVERSIBILITÉ

Portée, dispositif

On désignera par le terme réversibilité :

- Soit l'opération de retour de responsabilité technique, par lequel le pouvoir adjudicateur reprend les prestations qu'il avait confiées au titulaire d'un marché subséquent arrivant à terme ;
- Soit l'opération de transfert de responsabilité technique par lequel le pouvoir adjudicateur fait reprendre par un nouveau titulaire les prestations qu'il avait confiées au titulaire d'un marché subséquent arrivant à terme.

La réversibilité consiste à transférer de manière satisfaisante, efficace et sans discontinuité, toutes les connaissances et tous les résultats élaborés pour la conception, la mise en œuvre, l'évolution et le maintien en conditions opérationnelles de la Géoplateforme ou du projet concerné.

Les prestations attendues sont précisées dans la thématique « réversibilité » du CCTP.

Le titulaire s'engage sur le fait qu'aucune restriction technique ou juridique ne peut être opposée à la mise en œuvre de la réversibilité.

Durant toute la période de réversibilité, et jusqu'à validation par l'IGN du transfert des responsabilités du titulaire vers le repreneur, le titulaire demeure responsable de l'ensemble des prestations prévues dans l'accord-cadre.

Disponibilité des composants immatériels

Le titulaire tient en permanence à disposition de l'IGN l'intégralité des éléments immatériels :

- Inhérents au composant (code source, fichiers de configuration, paramètres des middlewares (ex : apache, etc.) ;

- Et/ou décrivant le système dans lequel il s'insère : spécifications, dossier d'architecture... ;
- Et/ou utiles à son utilisation : documentation, chronogrammes ;
- Et/ou relatif à l'organisation et à la conduite des prestations.

Ces éléments sont déposés, conservés et gérés dans l'usine logicielle de la Géoplateforme pour les documents techniques relatifs au SI Géoplateforme.

ARTICLE 17. DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Application du Chapitre 7 du CCAG-TIC

Le CCAG-TIC s'applique, dont le chapitre 7 qui fixe notamment les règles relatives à l'utilisation des résultats, ainsi que celles en lien avec la propriété intellectuelle.

Les compléments et/ou modifications suivants sont apportés au chapitre 7 du CCAG-TIC.

Finalités et besoins d'utilisation des résultats

Le deuxième paragraphe de l'article 46.1.1 du CCAG-TIC est complété des droits suivants :

- « réaliser ou faire réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements ;
- transcrire ou faire transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données ou autre produit informatique ;
- réutiliser ou faire réutiliser les algorithmes ;
- intégrer ou faire intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir ;
- faire ou faire faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes ou aux fins de réversibilité ».

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique

Les stipulations de l'article 46.2.1 du CCAG-TIC sont remplacées par les stipulations suivantes :

« Le titulaire cède à l'acheteur les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Les droits portant sur les résultats qui ont la forme de logiciels comportent, en outre, notamment les droits d'évaluer, d'observer, de tester, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de modifier, d'arranger, décompiler, assembler, transcrire tout ou partie des résultats, d'en faire la maintenance préventive, corrective, adaptative et évolutive, d'en réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de le traduire en toute langue, transcrire dans tout langage de programmation, configurer, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, d'en réutiliser les algorithmes à toutes fins, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des œuvres existantes ou à venir, faire tous actes aux fins d'interopérabilité avec d'autres systèmes créés de manière indépendante.

La présente cession est consentie à l'acheteur à titre exclusif, y compris, sans que la liste ne soit exhaustive pour les résultats suivants :

1° les résultats ayant pour objet de distinguer l'identité propre de l'acheteur et/ou de ses services ou produits par rapport aux autres entités, services ou produits (tels que dénominations, logos, slogans, chartes graphiques). La cession comporte pour ces résultats le droit pour l'acheteur, de procéder à tout dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs ;

2° les résultats ayant pour objet de promouvoir l'acheteur ses produits et services et plus généralement ses missions de service public (telles que campagnes de promotion, ou de communication) ;

3° les résultats qualifiés de confidentiels.

Le titulaire s'interdit de déposer ou de réserver notamment à titre de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) les résultats mentionnés aux 1° et 2°.

Plus généralement, le titulaire s'interdit de procéder à tout dépôt ou réservation de marque ou de signes distinctifs (y compris noms de domaine ou comptes de réseaux sociaux) pouvant générer un risque de confusion avec l'acheteur, ses services ou produits et s'interdit de déposer ou réserver sur les résultats mentionnés aux 1° et 2° tout droit ou titre de propriété industrielle, en France ou à l'étranger, de nature à limiter ou rendre plus onéreux l'exercice des droits de l'acheteur.

Le prix de cette cession est forfaitairement compris dans le montant du marché ».

Droits du Titulaire

L'article 46.3 du CCAG-TIC n'est pas appliqué.

Garanties des droits

Le troisième tiret du deuxième paragraphe de l'article 46.4.2 est remplacé par le paragraphe suivant :

« Qu'il indemnise l'acheteur, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit auquel l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures standards ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46 aurait porté atteinte. Si l'acheteur est

poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures ou non conforme aux stipulations des articles 44 à 46, il en informe sans délai le titulaire qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ».

ARTICLE 18. ÉVOLUTION DES PRESTATIONS

Évolution du catalogue d'unités d'œuvre

Après consultation des titulaires de l'accord-cadre, une révision du catalogue d'unités d'œuvre pourra être effectuée annuellement par l'IGN, en vue de faire évoluer celui-ci et de le compléter si nécessaire, dans le respect de l'objet de l'accord-cadre, aux fins d'en améliorer l'exécution.

Le nouveau catalogue d'unités d'œuvre se substitue au précédent lors de son acceptation par l'IGN. En cas d'impossibilité de trouver un accord sur certaines modifications, les unités d'œuvres concernées restent inchangées.

ARTICLE 19. DEVOIR DE CONSEIL

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire, en sa qualité de professionnel des services informatiques, informera, conseillera et mettra en garde l'IGN, de manière continue et en toute impartialité, de tout élément ou circonstance dont le titulaire aurait connaissance et qui pourrait entraver le bon déroulement des prestations des marchés subséquents, ou qui pourrait affecter la bonne utilisation de la solution informatique lorsqu'elle sera en exploitation.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel des services informatiques, est tenu à l'égard de l'IGN d'une obligation de conseil.

ARTICLE 20. CONFIDENTIALITÉ

Confidentialité des informations

Le titulaire et l'IGN s'engagent à n'utiliser les documents, informations de toutes natures, renseignements techniques, financiers ou commerciaux sur quelque support qu'ils soient communiqués, obtenus ou auquel le titulaire ou l'IGN a eu accès à l'occasion de l'exécution du présent marché - ci-après désignés « Informations Confidentielles » - que dans le but d'accomplir ses obligations au titre du présent accord-cadre, à l'exclusion de toute autre utilisation.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à ne donner accès à ces Informations Confidentielles, sauf accord formel et écrit de l'autre partie, qu'à ceux de ses salariés ou représentants ayant besoin de les connaître dans le cadre de la réalisation de ses obligations au titre du marché.

Le titulaire et l'IGN s'engagent à préserver la nature confidentielle des Informations Confidentielles et à ne pas les révéler à des tiers, sauf dans le cas prévu ci-dessus, en tout ou partie, directement ou indirectement, à quelque fin et selon quelques modalités que ce soit.

Le titulaire et l'IGN se portent garant du maintien de la stricte confidentialité des Informations Confidentielles dont auront connaissance ses salariés ou représentants ou les sous-traitants.

À première demande d'une des parties, l'IGN ou le titulaire :

- Conclura un accord de confidentialité avec chacun de ses salariés, représentants, sous-traitants ou tiers portant sur les Informations Confidentielles, lui assurant un niveau de protection au moins égal à celui prévu au présent article ; l'absence de demande de l'IGN de conclusion d'un tel accord n'aura en aucun cas pour effet d'exonérer le titulaire de sa responsabilité en cas de manquement par ses salariés, représentants ou sous-traitants aux obligations de confidentialité objets des présentes ;
- Restituera dans les plus brefs délais tous les supports matériels d'Informations Confidentielles en sa possession, ainsi que toute copie, même partielle, desdits supports matériels et s'engage à n'en conserver aucun exemplaire ni aucune copie.

Les obligations de confidentialité prévues au présent article survivront au terme, pour quelque cause qu'il survienne, du présent accord-cadre et ce pour une durée supplémentaire de dix (10) ans.

Non-divulgence des données

Le présent accord-cadre ne confère au titulaire aucun droit de propriété matérielle ou intellectuelle d'aucune sorte sur les données auxquelles il pourrait avoir accès, ou qui lui seraient confiées, dans le cadre du présent accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Ces données sont la propriété et le patrimoine de l'IGN, et/ou d'ayant-droits tiers qui les ont confiés à l'IGN pour hébergement, diffusion, utilisation interne, etc. L'IGN est alors lui-même tenu, vis-à-vis de ces ayant-droits, au respect d'engagements limitant strictement la divulgation et l'utilisation des données.

Les données, quelle qu'en soient la nature et le support, sont des Informations Confidentielles au sens de l'article 20 ci-dessus, et sont couvertes par les mêmes engagements du titulaire.

Le titulaire :

- S'engage à n'exploiter ces données, sous toute forme et sous tout support, que pour autant que cette exploitation est strictement liée et s'exerce dans le cadre du présent accord-cadre, et s'interdit toute autre utilisation des fichiers et des données qu'ils contiennent ;
- S'engage à n'en conserver aucune copie au terme du présent accord-cadre et des prestations de réversibilité qu'il comporte ;
- S'interdit toute reproduction de ces données à quelque fin que ce soit autre que l'exécution des présentes, et notamment toute reproduction, représentation, divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers à des tiers, sous toute forme et sur tout support, par quelque moyen et à quelque fin que ce soit, sans l'autorisation expresse et écrite de l'IGN ;
- Reconnaît que tout manquement de sa part à ces dispositions engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de l'IGN.

Le titulaire fera signer un engagement de confidentialité nominatif à chacun de ses salariés, collaborateurs et représentants susceptible d'accéder à ces données, ainsi qu'au personnel de ses sous-traitants. Ces engagements individuels seront transmis par le Titulaire à l'IGN.

ARTICLE 21. LANGUE DE L'ACCORD-CADRE

Sauf exception précisée dans le CCTP, la langue française est la langue de l'accord-cadre, aussi bien pour les documents écrits que pour les différentes phases de la procédure.

ARTICLE 22. LOCALISATION DES PRESTATIONS

Sauf disposition contraire, les réunions d’instances de pilotage, ainsi que les ateliers et réunions de toute nature impliquant la participation d’équipes IGN, se déroulent :

- Sur le site IGN de Saint-Mandé ;
- Ou sur un autre lieu en France choisi par l’IGN ;
- Ou par visioconférence.

L’ensemble des prestations nécessitant des contacts réguliers par mail et téléphone entre le titulaire et l’IGN devront pouvoir se faire en heures ouvrées.

La localisation des prestations devra être en adéquation avec les exigences ci-dessus.

ARTICLE 23. NORMES

Le titulaire garantit que les prestations faisant l’objet de l’accord-cadre obéissent aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de leur exécution. La mise en conformité à la réglementation est à la charge du titulaire.

ARTICLE 24. TIERS DE CONFIANCE

L’IGN pourra faire appel à un prestataire tiers indépendant – ci-après désigné « tiers de confiance » – et lui déléguer librement toute action de mesure, de surveillance, de test ponctuel ou de contrôle.

L’IGN envisage notamment de faire appel à un tiers de confiance, pour l’analyse des codes et documentations des développements livrés.

ARTICLE 25. AUDITS

Audits par l’IGN

L’IGN assisté ou non de tout mandataire de son choix pourra procéder à ses frais, avec un préavis de deux semaines calendaires, à :

- Un audit financier en vue d’apprécier la cohérence des sommes facturées par le titulaire par rapport aux prestations délivrées ;
- Un audit qualité et de conformité (y compris contrôle des statistiques sur l’exécution des prestations).

Le préavis pourra être réduit à vingt-quatre (24) heures s’il porte sur des revues ciblées à la suite d’une inexécution des prestations, ou sur un risque dont l’occurrence paraît probable.

Les mandataires désignés par l’IGN en vue de mener les audits devront être tenus à d’une obligation de confidentialité similaire à celle de l’article 20 ci-dessus.

Dans le cadre des audits, le titulaire laissera à tout moment libre accès aux informations demandées par l'IGN et aux sites à partir desquels il réalise les prestations. Le titulaire mettra à la disposition de l'IGN ou de ses mandataires les moyens nécessaires à l'audit (par exemple : locaux, ressources, etc.).

Le titulaire s'engage à coopérer pleinement avec l'IGN et ses mandataires précités dans le cadre d'un tel audit.

Le rapport d'audit fera l'objet d'un examen conjoint. Si les audits révèlent des non-conformités aux engagements du titulaire, celui-ci devra sans délai et à ses frais réaliser les rectifications nécessaires.

La procédure d'audit et ses résultats n'exonèrent en rien le titulaire du respect de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 26. REPRISE DE DÉVELOPPEMENTS PAR DES TIERS

Le présent accord-cadre ne confère aucun monopole au titulaire sur la délégation de développements ultérieurs destinés aux composants et aux projets objets des prestations.

Quelle que soit la nature de ce composant ou service, L'IGN peut librement et à tout moment choisir de :

- Réaliser ou modifier un composant applicatif objet de prestation ;
- Faire réaliser ou modifier un composant applicatif objet de prestation de l'accord-cadre par une entreprise tierce ;
- Intégrer ou faire intégrer au système un composant applicatif existant, commercial ou open source.

ARTICLE 27. RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS

Les conditions de résiliation sont précisées au chapitre 8 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 50.1 du CCAG-TIC, les cas de résiliation pour faute du titulaire ne sont pas limitatifs. L'accord-cadre peut notamment être résilié en cas d'absences répétées et injustifiées de remise d'offre à des marchés subséquents.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, lorsque l'acheteur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas droit à une indemnité de résiliation, chaque accord-cadre étant conclu sans montant minimum.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques d'un titulaire.

ARTICLE 28. LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre, pour lequel aucun accord n'a pu intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, relève de la compétence du tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 29. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

L'article 12 déroge à l'article 33 du CCAG-TIC en ce qui concerne la durée des opérations de vérification du service régulier.

L'article 15 déroge à l'article 14 du CCAG-TIC en ce qui concerne les modalités de calcul des pénalités.

L'article 17 déroge à l'article 46 du CCAG-TIC en ce qui concerne l'utilisation des résultats.

L'article 27 déroge aux articles 50 et 51 du CCAG-TIC en ce qui concerne les cas de résiliation pour faute du titulaire et l'indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur.